

COMITÉ PERMANENT DES PROGRAMMES ET DES FINANCES

Trente-troisième session

FONDS DE L'OIM POUR LE DÉVELOPPEMENT

(Rapport d'activité pour la période allant du 1^{er} janvier au 30 septembre 2023)

FONDS DE L'OIM POUR LE DÉVELOPPEMENT **(Rapport d'activité pour la période allant du 1^{er} janvier au 30 septembre 2023)**

Contexte

1. Le Fonds de l'OIM pour le développement, créé par la résolution du Conseil n° 1035 du 29 novembre 2000, fait l'objet d'une présentation d'ensemble aux sessions du Comité permanent des programmes et des finances.
2. L'allocation et l'application du Fonds obéissent à la résolution du Conseil n° 1390 du 24 novembre 2020 relative aux dispositions et pratiques budgétaires¹.
3. La Note d'orientation sur le Fonds de l'OIM pour le développement présente les caractéristiques du Fonds et fournit des indications pratiques sur son fonctionnement et son administration. Elle peut être consultée dans les trois langues officielles de l'Organisation sur le [site Web du Fonds](#).
4. En ce qui concerne les deux lignes de crédit du Fonds, la deuxième ligne fonctionne globalement comme la première, à cette différence majeure que les États Membres visés par les dispositions de l'article 4 de la Constitution de l'OIM ne peuvent pas bénéficier d'un financement au titre de cette deuxième ligne de crédit².

Administration du Fonds

5. En 2023, le Fonds de l'OIM pour le développement dispose de 17 605 934 dollars É.-U. (y compris les dépenses administratives). Un montant de 1 615 184 dollars É.-U. a été alloué pour des financements au titre de la première ligne, comprenant 1,4 million de dollars É.-U. de revenus de soutien opérationnel, et 215 184 dollars É.-U. de crédits non utilisés provenant de projets clôturés relevant de la première ligne. Un montant de 15 990 750 dollars É.-U. a été alloué pour des financements au titre de la deuxième ligne, comprenant 13,6 millions de dollars É.-U. de revenus de soutien opérationnel ; 1 710 216 dollars É.-U. de crédits non utilisés provenant de projets clôturés relevant de la deuxième ligne ; 39 600 dollars É.-U. versés par le Gouvernement de l'Autriche ; et 640 793 dollars É.-U. versés par le Gouvernement de la Belgique (ces crédits ont tous été alloués par

¹ La résolution n° 1390 du Conseil dispose, au paragraphe 13 de la section IV, que « le Directeur général est invité à allouer un montant de 1,4 million de dollars É.-U., prélevé sur les revenus de soutien opérationnel, pour l'élaboration de projets de migration en faveur d'États Membres en développement et d'États Membres en transition, sur la base d'une distribution régionale équitable, sans préjudice des fonds déjà alloués à cet effet (première ligne de crédit) ». Au paragraphe 14 de la section IV, il est précisé que « le Directeur général est invité, en outre, à allouer 13,6 millions de dollars É.-U., prélevés sur les revenus de soutien opérationnel, au Fonds de l'OIM pour le développement (deuxième ligne de crédit) ». Le paragraphe 15 de la même section stipule que « le montant total mis à la disposition du Fonds de l'OIM pour le développement au titre de la première et de la deuxième ligne de crédit (à l'exclusion des contributions volontaires directes) s'élève à 15 millions de dollars É.-U. ».

² La résolution du Conseil n° 1390 dispose, au paragraphe 17 a) de la section IV, que « l'accès au financement au titre de la deuxième ligne de crédit sera lié à la situation des États Membres au plan de leurs contributions assignées, et ceux d'entre eux qui seraient visés par les dispositions de l'article 4 de la Constitution ne pourront en bénéficier ». L'expression « visés par les dispositions de l'article 4 » désigne la situation d'un État Membre dont le montant actuel des arriérés de paiement au titre de ses contributions financières à l'Organisation est égal ou supérieur à la somme des contributions dues par lui pour les deux années écoulées, et dont la perte du droit de vote conformément à l'article 4 de la Constitution de l'OIM devient effective une année après que le Conseil a été informé du non-respect, par l'État Membre intéressé, de ses obligations financières dans une mesure justifiant la perte du droit de vote, pour autant qu'à ce moment-là, l'État Membre en question soit encore redevable d'arriérés dans la mesure visée. Cette expression ne désigne pas un État Membre dont la perte du droit de vote est devenue effective mais dont le droit de vote a été maintenu ou rétabli par le Conseil s'il apparaît que le défaut de paiement est dû à des circonstances indépendantes de la volonté de l'État Membre.

l'intermédiaire du Comité d'affectation des ressources pour la migration [MIRAC] ; et 141 dollars É.-U. provenant de contributions privées versées par des particuliers en ligne.

6. Conformément à la tendance observée ces dernières années, les demandes de financement de projets ont augmenté en 2023, principalement en raison des besoins accrus des États Membres remplissant les conditions requises en matière de financements de démarrage pour relever divers défis relatifs à la gestion des migrations. Des propositions de projet ont été reçues pour renforcer les capacités dans les domaines suivants : développement communautaire ; réduction des risques de catastrophe ; solutions durables ; environnement et changement climatique ; promotion de la santé et assistance sanitaire aux migrants ; gestion de l'immigration et des frontières ; intégration et cohésion sociale ; migration de main-d'œuvre ; données sur la migration ; appui à la gestion des migrations ; politique de migration ; recherche sur la migration ; protection et aide aux migrants en situation de vulnérabilité ; aide au retour et à la réintégration ; et transfert des connaissances et des ressources des migrants. Tous les projets approuvés sont conformes aux objectifs/principes pertinents énoncés dans le Cadre de gouvernance des migrations de l'OIM, la Vision stratégique de l'OIM, la Stratégie de l'OIM en matière de migration et de développement durable et les objectifs de développement durable. Le Fonds reste un moyen essentiel de promouvoir des politiques et programmes de migration et de développement durable. Par une [note d'orientation qui promeut l'intégration de la Stratégie en matière de migration et de développement durable](#) dans tous les projets qu'il soutient, le Fonds de l'OIM pour le développement vise à aider les gouvernements à faire en sorte que ces projets débouchent sur les meilleurs résultats possibles en matière de développement au regard des principales prestations de la Stratégie, et à faire connaître effectivement leurs incidences sur le développement durable.

7. Les allocations financières réelles par rapport aux fonds disponibles sont conformes aux prévisions, 90 % du financement total ayant été alloué à la fin du troisième trimestre de 2023. Au 30 septembre 2023, 222 projets actifs étaient administrés. Il convient de relever que de nombreux projets en cours ont été prolongés en raison de la pandémie de COVID-19. Bien que les bureaux de l'OIM aient trouvé des moyens innovants pour poursuivre la mise en œuvre de certaines activités pendant les périodes de confinement, les restrictions passées ont néanmoins pesé sur la majorité des projets.

Mise en œuvre à titre expérimental du Cadre stratégique de résultats

8. Le Cadre stratégique de résultats a été élaboré en réponse à une évaluation menée par le Réseau d'évaluation de la performance des organisations multilatérales (MOPAN), qui a conclu que l'OIM devait renforcer et développer ses capacités en matière d'établissement de rapports sur les résultats. L'intégration dans le système PRIMA d'information et de gestion des projets d'un ensemble prédéfini de résultats et d'indicateurs communs fondés sur la Vision stratégique permettra de simplifier l'établissement de rapports sur les résultats et de faciliter l'agrégation de données aux échelons national, régional et mondial, ce qui contribuera grandement à l'amélioration de l'efficacité et de l'efficience de l'élaboration des rapports institutionnels.

9. Le Cadre stratégique de résultats est actuellement mis en place à titre expérimental par le Fonds de l'OIM pour le développement dans toutes les régions, ainsi que dans le cadre d'un certain nombre d'autres projets sélectionnés financés par des donateurs, en vue de son déploiement mondial en 2024. À ce jour, 138 projets validés dans PRIMA utilisent ce cadre, 212 effets directs à court terme ont été signalés et 248 indicateurs ont été intégrés dans les matrices de résultats des projets. Les administrateurs de projet établiront des rapports sur la base des indicateurs normalisés tout au long de la mise en œuvre du projet, et tous ces indicateurs feront l'objet d'un suivi et de rapports, qui seront réalisés à l'aide du module de suivi des résultats de PRIMA. Il sera ensuite possible de générer des

résultats agrégés de manière rapide et intuitive grâce aux tableaux de bord de PRIMA, qui sont en cours d'élaboration.

10. En juin 2023, l'équipe chargée de la gestion axée sur les résultats, en coordination avec le Fonds de l'OIM pour le développement, PRIMA et les points focaux des bureaux régionaux, a élaboré une enquête visant à recueillir les impressions des pays pilotes concernant le Cadre stratégique de résultats. Au total, 49 réponses ont été reçues de 40 pays relevant des 9 bureaux régionaux. La majorité des personnes interrogées (93 %) travaillent dans le domaine de l'appui aux programmes et de l'élaboration des programmes, et occupent des postes d'assistant de projet, de chargé de projet, d'administrateur de projet, de chargé du suivi et de l'évaluation, ou encore de chargé des rapports. L'enquête a permis d'évaluer le niveau de connaissance des concepteurs de projets en ce qui concerne les indicateurs du Cadre et de recueillir des réactions directement du terrain, en particulier sur les processus d'élaboration de projets. Sur la base de ces réactions, un plus grand nombre de pays seront intégrés à la phase pilote en cours, afin de recueillir davantage d'éléments, de recenser des pratiques exemplaires et de tirer des enseignements avant le déploiement mondial du Cadre. Une deuxième enquête sur le suivi et l'établissement de rapports suivra lorsque la mise en œuvre se trouvera à un stade plus avancé.

11. Un examen est en cours pour déterminer si une approche viable permettant d'intégrer les effets directs à court terme et les indicateurs du Cadre a satisfait au « test de résistance » passé dans le cadre du projet pilote, et si le Cadre a ainsi pu être pleinement intégré dans l'ensemble des propositions en 2022 et 2023. L'examen permettra également de déterminer si les effets directs à court terme et les indicateurs ont été utilisés de manière cohérente et exhaustive dans tous les projets et toutes les régions, si des indicateurs raisonnables ont été identifiés pour tous les résultats des projets et si les indicateurs du Cadre se sont révélés utiles pour d'autres aspects de l'élaboration des projets (par exemple, au niveau de l'objectif et des produits d'un projet).

Rapport sur la valeur ajoutée du Fonds de l'OIM pour le développement

12. Un rapport sur la valeur ajoutée du Fonds de l'OIM pour le développement, qui dresse le bilan de plus de 20 ans de travail, a été rédigé sur la base des réponses au questionnaire reçues des bureaux de pays de l'OIM et des représentants des gouvernements des États Membres bénéficiaires. Il vise à servir de ressource à usage interne et externe et à illustrer ce qui fait du Fonds un moyen unique en son genre permettant de soutenir la gestion des migrations. Le rapport comprend trois sections : une discussion sur les qualités uniques du Fonds ; un examen des résultats notables des projets ; et une présentation de projets sélectionnés qui illustrent les constatations du rapport. Un résumé de l'examen est reproduit à l'annexe V. Le texte intégral du rapport est disponible sur le site Web du Fonds de l'OIM pour le développement.

Examen de pratiques exemplaires

13. En 2023, le Fonds de l'OIM pour le développement a procédé à un examen des projets consacrés à la gouvernance de l'immigration et des frontières (24 projets) ; au désarmement, à la démobilisation et à la réintégration d'ex-combattants (1 projet) ; et à la lutte contre l'extrémisme violent (1 projet) qui ont été mis en œuvre entre 2019 et 2022. Cet exercice visait à identifier des pratiques exemplaires et à dégager des enseignements, ainsi qu'à analyser les difficultés rencontrées pendant la mise en œuvre. Lorsque les constatations étaient positives, il était précisé comment transposer ces pratiques exemplaires dans des projets futurs. Lorsqu'elles étaient négatives, des recommandations étaient faites sur la façon de les éviter ou de les atténuer au mieux. Une attention particulière a été portée aux processus et produits innovants, afin que ces innovations puissent être mises à profit dans les projets futurs et à des fins de développement des capacités. L'examen a également fourni un aperçu de l'impact et de la durabilité des projets, afin d'évaluer l'efficacité des

financements de démarrage, et des questions transversales telles que l'intégration des questions de genre et les droits de l'homme ont été étudiées en vue de déterminer dans quelle mesure ces questions avaient été intégrées dans les projets et si elles pouvaient être prises en compte de manière plus efficace à l'avenir. Les constatations et recommandations de cet examen éclaireront l'approche stratégique générale du Fonds de l'OIM pour le développement en matière d'élaboration, de mise en œuvre et de durabilité des projets. Un résumé de l'examen est reproduit à l'annexe VI. Le texte intégral est disponible sur le site Internet du Fonds de l'OIM pour le développement.

Initiatives de sensibilisation et de collecte de fonds

14. La portée des campagnes de sensibilisation et de levée de fonds intitulées « Regarder vers l'avenir, servir » et « Faisons ce qu'il faut » est actuellement élargie pour englober d'autres projets pertinents et en cours. Les enregistrements vidéo et autres supports issus de ces campagnes seront utilisés lors de manifestations à venir, notamment la vingt-huitième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (COP 28).

Évaluations a posteriori

15. Le Fonds de l'OIM pour le développement s'emploie résolument à évaluer a posteriori tous les projets achevés qu'il a financés, et a alloué à cet effet 95 834 dollars É.-U. en 2023. Les constatations et recommandations issues de ces évaluations sont communiquées régulièrement lors des sessions du Comité permanent des programmes et des finances.

Personnel d'appui au Fonds de l'OIM pour le développement

16. L'administrateur auxiliaire financé par le Gouvernement de l'Italie est un membre essentiel de l'Unité du Fonds de l'OIM pour le développement. Il étudie les demandes de projet et les rapports, examine les résultats de projets et contribue à l'élaboration d'une carte interactive permettant de présenter des projets novateurs.

États Membres remplissant les conditions requises et allocations : période allant du 1^{er} janvier au 30 septembre 2023

18. Le présent rapport comprend les annexes suivantes :

Annexe I	Première ligne de crédit : États Membres remplissant les conditions pour bénéficier d'allocations du Fonds de l'OIM pour le développement, par région, au 30 septembre 2023
Annexe II	Deuxième ligne de crédit : États Membres remplissant les conditions pour bénéficier d'allocations du Fonds de l'OIM pour le développement, par région, au 30 septembre 2023
Annexe III	Première ligne et deuxième ligne : Tableau de distribution régionale du Fonds de l'OIM pour le développement – Projets approuvés pour la période allant du 1 ^{er} janvier au 30 septembre 2023
Annexe IV	Première ligne et deuxième ligne : Résumé financier du Fonds de l'OIM pour le développement pour la période allant du 1 ^{er} janvier au 30 septembre 2023

Examen de projets du Fonds de l'OIM pour le développement et évaluations

19. Le présent rapport comprend également les annexes suivantes :

Annexe V Résumé du rapport sur la valeur ajoutée du Fonds

Annexe VI Résumé de l'examen des projets du Fonds de l'OIM pour le développement mis en œuvre entre 2019 et 2022 et consacrés à la gouvernance de l'immigration et des frontières ; au désarmement, à la démobilisation et à la réintégration d'ex-combattants ; et à la lutte contre l'extrémisme violent

Annex I

Line 1: Member States eligible for allocations under the IOM Development Fund,
by region, as at 30 September 2023

(total: 125)

Africa 52 Members (42%)	Africa (continued)	Asia and Oceania 33 Members (26%)
Algeria Angola Benin Botswana Burkina Faso Burundi Cabo Verde Cameroon Central African Republic Chad Comoros Congo Côte d'Ivoire Democratic Republic of the Congo Djibouti Egypt Eritrea Eswatini Ethiopia Gabon Gambia Ghana Guinea Guinea-Bissau Kenya Lesotho Liberia Libya Madagascar Malawi Mali Mauritania Mauritius Morocco Mozambique Namibia Niger Nigeria Rwanda Sao Tome and Principe Senegal Sierra Leone Somalia South Africa South Sudan Sudan Togo Tunisia	Uganda United Republic of Tanzania Zambia Zimbabwe Middle East 2 Members (2%) Jordan Yemen Latin America and the Caribbean 25 Members (20%) Argentina Belize Bolivia (Plurinational State of) Brazil Colombia Costa Rica Cuba Dominica Dominican Republic Ecuador El Salvador Grenada Guatemala Guyana Haiti Honduras Jamaica Mexico Nicaragua Paraguay Peru Saint Lucia Saint Vincent and the Grenadines Suriname Venezuela (Bolivarian Republic of)	Afghanistan Bangladesh Cambodia China Fiji India Iran (Islamic Republic of) Kazakhstan Kiribati Kyrgyzstan Lao People's Democratic Republic Maldives Marshall Islands Micronesia (Federated States of) Mongolia Myanmar Nepal Pakistan Palau Papua New Guinea Philippines Samoa Solomon Islands Sri Lanka Tajikistan Thailand Timor-Leste Tonga Turkmenistan Tuvalu Uzbekistan Vanuatu Viet Nam Europe 13 Members (10%) Albania Armenia Azerbaijan Belarus Bosnia and Herzegovina Georgia Montenegro North Macedonia Republic of Moldova Russian Federation Serbia Türkiye Ukraine

Annex II
Line 2: Member States eligible for allocations under the IOM Development Fund,
by region, as at 30 September 2023
(total: 113)

Africa 47 Members (42%)	Middle East 1 Member (1%)	Asia and Oceania (continued)
Algeria	Jordan	Pakistan
Angola		Palau
Benin		Papua New Guinea
Botswana	Latin America and the Caribbean 22 Members (19%)	Philippines
Burkina Faso	Argentina	Samoa
Burundi	Belize	Sri Lanka
Cabo Verde	Bolivia (Plurinational State of)	Tajikistan
Cameroon	Brazil	Thailand
Central African Republic	Colombia	Timor-Leste
Comoros	Costa Rica	Tonga
Côte d'Ivoire	Cuba	Turkmenistan
Democratic Republic of the Congo	Dominica	Uzbekistan
Djibouti	Dominican Republic	Vanuatu
Egypt	Ecuador	Viet Nam
Eritrea	El Salvador	
Eswatini	Grenada	Europe 13 Members (11%)
Ethiopia	Guatemala	Albania
Gabon	Guyana	Armenia
Gambia	Haiti	Azerbaijan
Ghana	Honduras	Belarus
Guinea	Jamaica	Bosnia and Herzegovina
Guinea-Bissau	Mexico	Georgia
Kenya	Nicaragua	Montenegro
Lesotho	Paraguay	North Macedonia
Liberia	Peru	Republic of Moldova
Libya	Suriname	Russian Federation
Madagascar	Asia and Oceania 30 Members (27%)	Serbia
Malawi	Afghanistan	Türkiye
Mali	Bangladesh	Ukraine
Mauritania	Cambodia	
Mauritius	China	
Morocco	Fiji	
Mozambique	India	
Namibia	Kazakhstan	
Niger	Kiribati	
Rwanda	Kyrgyzstan	
Sao Tome and Principe	Lao People's Democratic Republic	
Sierra Leone	Maldives	
Somalia	Marshall Islands	
South Africa	Micronesia (Federated States of)	
South Sudan	Mongolia	
Togo	Myanmar	
Tunisia	Nepal	
Uganda		
United Republic of Tanzania		
Zambia		
Zimbabwe		

Note: The Line 2 listing of eligible Member States (and budget for each region) is updated each year on the cut-off date of 30 June to take into account the payment of outstanding contributions and reclassification by the World Bank. Solomon Islands is not included in the above list because it became eligible for Line 2 funding after paying outstanding assessed contributions, which occurred after the cut-off date above.

Annex III
Line 1 and Line 2: IOM Development Fund regional distribution chart –
Approved projects from 1 January to 30 September 2023

REGION: AFRICA		
IOM office (benefiting Members and non-members)	Project	Amount funded (USD)

Line 1		
IOM Chad	Supporting the Government of Chad in Mainstreaming Migration, Environment, Climate Change and Disaster Risk Reduction in National Policymaking and Programming – IOM Strategy: activities 3 and 6	100 000
IOM Eritrea	Strengthening Capacities towards the Establishment of a Sustainable Diaspora Programme in Eritrea – IOM Strategy: activities 4, 8 and 12	100 000
IOM Gabon	Strengthening National Mechanisms on Counter-trafficking in Gabon – IOM Strategy: activities 2, 3, 5, 6 and 11	100 000
IOM Gambia	Building Evidence and Developing Capacity to Inform Policy and Programmatic Responses for the Protection of Families Left Behind in the Gambia – IOM Strategy: activities 3, 4 and 6	100 000
IOM South Sudan	Strengthening Migration Management for Sustainable Development in South Sudan – IOM Strategy: activities 2, 3 and 5	100 000
IOM Zimbabwe	Strengthening the Government of Zimbabwe’s Capacity in Migration Data Collection and Governance – IOM Strategy: activity 3	100 000
Africa Line 1 allocations to date		600 000
Africa Line 1 available funding (less multiregional and administration allocation)		630 000
Allocations for Africa Line 1 as a percentage of available funding		95%
Allocations for Africa Line 1 as a percentage of total Line 1 available funding		40%

Line 2		
IOM Burundi (Burundi, United Republic of Tanzania)	Strengthening Climate-related Disaster Preparedness, Response, and Community Resilience in the Lake Tanganyika Basin – IOM Strategy: activity 3	400 000
IOM Botswana	Countering Trafficking in Persons in Botswana – IOM Strategy: activities 2 and 11	300 000
IOM Côte d’Ivoire	Developing the Capacities of the Government of Côte d’Ivoire in Diaspora Management and Engagement – IOM Strategy: activities 3, 4, 6 and 8	300 000
IOM Ethiopia (Burundi, Ethiopia)	Strengthening the Capacities of Cities to Manage Human Mobility in the Context of Climate Change in the East and Horn of Africa – IOM Strategy: activities 3, 5 and 6	400 000
IOM Ghana	Ghana: Strengthening the Capacities of the City of Accra to Manage Human Mobility in the Context of Climate Change – IOM Strategy: activities 3, 5 and 6	300 000
IOM Kenya	Enhancing Preparedness to Mitigate Threats of Infectious Diseases at the Borders in Kenya – IOM Strategy: activities 2, 5 and 6	300 000

Annex III (continued)

REGION: AFRICA (continued)		
IOM office (benefiting Members and non-members)	Project	Amount funded (USD)

Line 2 (continued)		
IOM Madagascar	Promoting Climate Resilience of Migrant Populations Affected by Climate Change in the Lower Tsiribihina of Madagascar – IOM Strategy: activities 3 and 6	300 000
IOM Malawi	Improving the Health of Highly Mobile Fisherfolk and Communities around Lake Malawi – IOM Strategy: activity 3	300 000
IOM Mali	Supporting Climate-adaptive Solutions in Mali through Migration-sensitive Policy and Local Planning – IOM Strategy: activities 3, 4 and 6	300 000
IOM Mauritania	Mauritania: Fostering the Inclusion of Migrants in the Social Protection System – IOM Strategy: activities 2, 3, 4, 6 and 8	300 000
IOM Morocco	Supporting the Municipality of Agadir in Promoting Migrant Integration in Morocco – IOM Strategy: activities 3, 6 and 8	300 000
IOM Sierra Leone	Combating Irregular Migration through Youth Empowerment and Community Engagement in Sierra Leone – IOM Strategy: activities 3, 5 and 6	300 000
IOM United Republic of Tanzania (Burundi, Democratic Republic of the Congo, Kenya, Rwanda, South Sudan, Uganda, United Republic of Tanzania)	The East African Community Diaspora Engagement Programme – IOM Strategy: activities 4 and 8	400 000
IOM Zambia	Strengthening Evidence-based Migration Management in Zambia – IOM Strategy: activities 3 and 5	300 000
IOM Regional Office in Nairobi (Burundi, Kenya, Rwanda, South Sudan, Uganda, United Republic of Tanzania)	Support to the East African Community for the Implementation of the five-year Road Map on Cross-border Health and Outbreak Responses in the East African Region – IOM Strategy: activities 3 and 7	400 000
Africa Line 2 allocations to date		4 900 000
Africa Line 2 available funding (less multiregional and administration allocation)		6 216 000
Allocations for Africa Line 2 as a percentage of available funding		79%
Allocations for Africa Line 2 as a percentage of total Line 2 available funding		33%

Lines 1 and 2	
Africa regional allocations	5 500 000
Africa regional available funding	6 846 000
Percentage allocated across the two funding lines	80%

Annex III (continued)

REGION: MIDDLE EAST		
IOM office (benefiting Members and non-members)	Project	Amount funded (USD)

Line 1		
Middle East Line 1 allocations		0
Middle East Line 1 available funding (less multiregional and administration allocation)		30 000
Allocations for Middle East Line 1 as a percentage of available funding		0%

Line 2		
IOM Jordan	Contributing to the Evidence Base and Capacity for Gender-sensitive Climate Change Adaptation Measures in Vulnerable Governorates in Jordan – IOM Strategy: activities 3, 6 and 12	300 000
Middle East Line 2 allocations		300 000
Middle East Line 2 available funding (less multiregional and administration allocation)		148 000
Allocations for Middle East Line 2 as a percentage of available funding		203%
Allocations for Middle East Line 2 as a percentage of total Line 2 available funding		2%

Lines 1 and 2		
Middle East regional allocations		300 000
Middle East regional available funding		178 000
Percentage allocated across the two funding lines		169%

Annex III (continued)

REGION: LATIN AMERICA AND THE CARIBBEAN		
IOM office (benefiting Members and non-members)	Project	Amount funded (USD)
Line 1		
IOM Bolivia (Plurinational State of)	Promoting Social Cohesion in Cobija, Teoponte and Cachuela Esperanza in the Plurinational State of Bolivia, in alignment with the Living Well Framework – IOM Strategy: activities 3 and 8	100 000
IOM Brazil	Strengthening Capacities of Brazilian Municipal and Federal Government to Respond to Challenges Related to Internal Migration, Environment, and Climate Change – IOM Strategy: activity 3	100 000
IOM Cuba	Cuba: Strengthening Local Development Planning with Migration Data – IOM Strategy: activities 3 and 4	100 000
Latin America and the Caribbean Line 1 allocations		300 000
Latin America and the Caribbean Line 1 available funding (less multiregional and administration allocation)		300 000
Allocations for Latin America and the Caribbean Line 1 as a percentage of available funding		100%
Allocations for Latin America and the Caribbean Line 1 as a percentage of total Line 1 available funding		20%
Line 2		
IOM Argentina	Argentina: Enhancing Participation of Migrant Women and Other Migrants in Situations of Vulnerability in Migration Governance and Related Policies – IOM Strategy: activities 3, 4 and 8	300 000
IOM Costa Rica	Strengthening the Capacity of the Government of Costa Rica to Promote the Protection of Migrant Women, Adolescents and Girls – IOM Strategy: activities 1 and 2	300 000
IOM Dominica	Development of the Agricultural Sector in Dominica by Strengthening Migration Governance – IOM Strategy: activities 2, 4, 5, 6 and 12	300 000
IOM Dominican Republic	Territorial Planning and Comprehensive Risk Management to Increase Resilience to Internal Mobility due to Disasters, Environmental Degradation and Climate Change in the Dominican Republic – IOM Strategy: activities 2 and 3	300 000
IOM Ecuador	Strengthening National Capacities to Provide Assistance to Ecuadorian Returnees and for the Prevention of Irregular Migration – IOM Strategy: activities 2, 5 and 10	300 000
IOM El Salvador	Strengthening the Government of El Salvador's Capacity to Manage Information and Evidence on Human Mobility related to Disasters, Climate Change and Environmental Degradation for the Development of Public Policies – IOM Strategy: activities 2, 3 and 7	300 000
IOM Peru	Empowerment of Women and Local Communities through Socioeconomic Actions in Regions Vulnerable to Climate Change and Internal Migration in Peru – IOM Strategy: activities 3 and 6	300 000
Latin America and the Caribbean Line 2 allocations		2 100 000
Latin America and the Caribbean Line 2 available funding (less multiregional and administration allocation)		2 812 000
Allocations for Latin America and the Caribbean Line 2 as a percentage of available funding		75%
Allocations for Latin America and the Caribbean Line 2 as a percentage of total Line 2 available funding		14%

Annex III (continued)

REGION: LATIN AMERICA AND THE CARIBBEAN (continued)		
IOM office (benefiting Members and non-members)	Project	Amount funded (USD)

Lines 1 and 2	
Latin America and the Caribbean regional allocations	2 400 000
Latin America and the Caribbean regional available funding	3 112 000
Percentage allocated across the two funding lines	77%

Annex III (continued)

REGION: ASIA AND OCEANIA		
IOM office (benefiting Members and non-members)	Project	Amount funded (USD)

Line 1		
IOM Iran (Islamic Republic of)	Contributing Towards Migration Governance in the Islamic Republic of Iran – IOM Strategy: activities 3, 6 and 7	100 000
IOM Mongolia	Strengthening Mongolia's Cybercrime Investigations on Human Trafficking – IOM Strategy: activities 3 and 11	100 000
IOM Turkmenistan	Strengthening the Legal Framework on Trafficking in Persons in Turkmenistan to Better Address the Needs of Youth and Women, Through a Survivor-centred Approach – IOM Strategy: activity 11	100 000
IOM Viet Nam	Promoting Safe and Adequate Accommodation for Internal Migrant Workers and their Families in Viet Nam – IOM Strategy: activities 8 and 12	100 000
Asia and Oceania Line 1 allocations		400 000
Asia and Oceania Line 1 available funding (less multiregional and administration allocation)		390 000
Allocations for Asia and Oceania Line 1 as a percentage of available funding		103%
Allocations for Asia and Oceania Line 1 as a percentage of total Line 1 available funding		27%

Line 2		
IOM Cambodia	Integrating Migration-related Considerations in Responses to Climate Change in Cambodia – IOM Strategy: activities 5 and 6	300 000
IOM Kyrgyzstan	Promoting the Inclusion of Internal Migrants in Green Renovation in Kyrgyzstan – IOM Strategy: activity 3	300 000
IOM Lao People's Democratic Republic	Enhancing the Evidence Base for Policy Development and Decision-Making Through Better Migration Data Collection and Sharing in Lao People's Democratic Republic – IOM Strategy: activities 3 and 6	300 000
IOM Maldives	Maldives: Supporting Migrant Health Data Collection and Management in Tourist Resorts – IOM Strategy: activity 6	300 000
IOM Marshall Islands	Developing a Migration Policy for the Marshall Islands – IOM Strategy: activities 2, 3 and 4	300 000
IOM Nepal	Nepal: Promoting a Human Security and Gender Equality-based Approach to Migration and Adaptation to Climate Change – IOM Strategy: activities 3 and 6	300 000
IOM Palau	Developing a Comprehensive National Migration Policy for Palau – IOM Strategy: activities 2, 3 and 4	300 000
IOM Philippines	Strengthening Migration Governance at the Department of Migrant Workers in the Philippines – IOM Strategy: activities 2, 3, 6, 10 and 12	300 000
IOM Samoa	Supporting the Government of Samoa to Strengthen Passenger Data Exchange Systems – IOM Strategy: activities 2, 3 and 5	300 000

Annex III (continued)

REGION: ASIA AND OCEANIA (continued)		
IOM office (benefiting Members and non-members)	Project	Amount funded (USD)

Line 2 (continued)		
IOM Sri Lanka	Sri Lanka: Developing a National Platform to Collect Migration-related Data and Support the Country's Commitment to the Global Compact for Migration and the 2030 Agenda – IOM Strategy: activity 3	300 000
IOM Tajikistan	Tajikistan: Mainstreaming the Migration, Environment and Climate Change Nexus into the First National Adaptation Plan and Fifth National Communication – IOM Strategy: activities 3 and 6	300 000
IOM Thailand	Promoting Evidence-based Migration Discourse and Media Reporting in Thailand – IOM Strategy: activities 6 and 8	300 000
IOM Vanuatu (Tonga, Vanuatu)	Strengthening Durable Solutions and Disaster Risk Reduction in Vanuatu and Tonga – IOM Strategy: activities 6 and 9	400 000
Asia and Oceania Line 2 allocations		4 000 000
Asia and Oceania Line 2 available funding (less multiregional and administration allocation)		3 996 000
Allocations for Asia and Oceania Line 2 as a percentage of available funding		100%
Allocations for Asia and Oceania Line 2 as a percentage of total Line 2 available funding		27%

Lines 1 and 2	
Asia and Oceania regional allocations	4 400 000
Asia and Oceania regional available funding	4 386 000
Percentage allocated across the two funding lines	100%

Annex III (continued)

REGION: EUROPE		
IOM office (benefiting Members and non-members)	Project	Amount funded (USD)

Line 1		
IOM Belarus	Strengthening the Implementation, Monitoring, Evaluation and Reporting of Migration-related Sustainable Development Goals in Belarus – IOM Strategy: activities 3, 6 and 7	100 000
IOM Serbia	Greening Migrant Centres in Serbia and Mainstreaming Policy Development related to the Migration, Climate Change, Environment and Energy Nexus – IOM Strategy: activities 2 and 3	100 000
Europe Line 1 allocations		200 000
Europe Line 1 available funding (less multiregional and administration allocation)		150 000
Allocations for Europe Line 1 as a percentage of available funding		133%
Allocations for Europe Line 1 as a percentage of total Line 1 available funding		13%

Line 2		
IOM Albania	Enhancing Migration Governance and Diaspora Engagement for Development in Albania – IOM Strategy: activities 4 and 12	300 000
IOM Armenia	Combating Trafficking in Persons in Armenia: Improving Victim Identification and Referral Systems – IOM Strategy: activities 2, 6 and 11	300 000
IOM Bosnia and Herzegovina	Strengthening Labour Migration Governance in Bosnia and Herzegovina – IOM Strategy: activities 3, 4, 6 and 12	300 000
IOM Republic of Moldova	Supporting the Government of the Republic of Moldova to Enhance Border Security and Facilitate Humane and Orderly Cross-border Mobility – IOM Strategy: activities 2, 3 and 5	300 000
IOM Montenegro	Diaspora Engagement for Sustainable Development of Montenegro (Phase II) – IOM Strategy: activities 4 and 8	300 000
IOM North Macedonia	Supporting Brain Gain Diaspora Engagement Initiatives in North Macedonia – IOM Strategy: activities 4 and 8	300 000
Europe Line 2 allocations		1 800 000
Europe Line 2 available funding (less multiregional and administration allocation)		1 628 000
Allocations for Europe Line 2 as a percentage of available funding		111%
Allocations for Europe Line 2 as a percentage of total Line 2 available funding		12%

Lines 1 and 2		
Europe regional allocations		2 000 000
Europe regional available funding		1 778 000
Percentage allocated across the two funding lines		112%

Annex III (continued)

ADMINISTRATION AND MULTIREGIONAL		
IOM office (benefiting Members and non-members)	Project	Amount funded (USD)
Administration Line 1 and Line 2		
	Line 1	66 000
	Line 2	744 100
	Total	810 100
	Administration available funding	810 100
	Allocation as a percentage of available total (Line 1 and Line 2)	5%
Multiregional Line 1		
IOM Headquarters	Project evaluations	49 184
	Allocation as a percentage of available total (Line 1)	3%
Multiregional Line 2		
IOM Headquarters	Project evaluations	46 650
IOM Headquarters	Harnessing Inclusive Global Alliances for Diaspora Engagement – IOM Strategy: activities 3, 7 and 8	400 000
	Total	446 650
	Multiregional available funding	446 650
	Allocation as a percentage of available total (Line 2)	3%

Annex IV

Line 1 and Line 2: IOM Development Fund financial summary – 1 January to 30 September 2023

	USD	USD
Line 1		
2023 Operational Support Income allocation ^a	1 400 000	
Recovered funds from completed projects ^b	215 184	
Subtotal Line 1		1 615 184
Line 2		
2023 Operational Support Income allocation ^a	13 600 000	
Recovered funds from completed projects ^c	1 710 216	
Contribution from the Government of Austria, allocation via MIRAC ^d	39 600	
Contribution from the Government of Belgium, allocation via MIRAC ^d	640 793	
Private contributions made by individuals online ^e	141	
Subtotal Line 2		15 990 750
Total available funds		17 605 934

	USD	%
Total allocations made in 2023 under Line 1	1 615 184	100
Balance available: Line 1	0	0
Total allocations made in 2023 under Line 2	14 290 750	89
Balance available: Line 2	1 700 000	11

^a In accordance with Council Resolution No. 1390 of 24 November 2020 on budget regulations and practices, USD 1.4 million is allocated for Line 1 and USD 13.6 million is allocated for Line 2 from Operational Support Income. The total amount available for the IOM Development Fund for both Line 1 and Line 2 (excluding direct voluntary contributions) is USD 15 million.


^b Corresponding to USD 175,427 of recovered funds from 1 July to 31 December 2022 and USD 39,757 recovered funds from 1 January to 30 June 2023.

^c Corresponding to USD 703,893 of recovered funds from 1 July to 31 December 2022 and USD 1,006,323 recovered funds from 1 January to 30 June 2023.

^d Contributions received from 1 July to 31 December 2022 and carried forward to 2023.

^e Corresponding to USD 141 of online donations received from 1 July to 31 December 2022 (gross amount) and carried forward to 2023.

Annex V



IOM DEVELOPMENT FUND

ADDED VALUE OF THE FUND SUMMARY

Since its inception in 2001, the IOM Development Fund has supported nearly 1000 projects implemented in over 120 countries worldwide.

Taking stock of over 20 years of work, this report reviews the added value of the Fund based on questionnaire responses received from both IOM Country Offices and government representatives of benefiting Member States. It aims to serve as an internal and external resource to highlight what makes the Fund a unique global resource to support migration management.



Distinguishing Features of the IOM Development Fund

Seed-funding mechanism

The Fund acts as a **seed-funding mechanism** supporting pilot initiatives that can be further expanded or replicated to achieve wider coverage and impact.

- As a result, projects have more possibility and scope for testing new approaches and addressing traditionally-underfunded national priorities, as well as laying the foundation for larger interventions.
- A number of projects work on laying the foundation for larger interventions, for instance by collecting data and developing an evidence-base for policy development.

Cross-cutting themes

The Fund highlights the importance of **cross-cutting themes**:

- All projects are urged to consider cross-cutting thematic, such as gender mainstreaming, rights-based approach to programming, inclusion of youth, persons with disabilities and older persons, data protection and environmental sustainability.
- The Fund is spearheading projects in the field of migration, environment and climate change and disaster risk reduction, a key emerging theme for IOM and governments of Member States alike.

Innovation

The Fund considers **innovation** as a key selection criterion for project ideas.

- All projects are encouraged to consider innovative approaches by introducing solutions previously used in a similar context, but which are new to the country or specific issues to which they are being applied (adoption); implementing solutions that already exist but that have not previously been used in a similar context or within the sector (adaptation); and generating new solutions to the identified issue, outside of those previously used in other countries or contexts (invention).
- Besides contributing to innovative solutions in Member States, the Fund's projects have also contributed to institutional innovation within IOM, by piloting a number of organizational tools and frameworks, such as the organization-wide roll-out of the Project Information and Management Application (PRIMA) for ALL, the incorporation of Strategic Results Framework (SRF) Indicators into projects' Results Matrix and the requirement of gender mainstreaming to achieve a minimum gender marker code.

Development of National Capacities

The Fund's mandate is to support eligible Member States to **develop national capacities** in migration management across a range of thematic areas.

- Government counterparts are the main project partners to support national ownership of initiatives throughout the entire project lifecycle and promote sustainability of results after project closure.

Annex V (continued)



IOM
DEVELOPMENT
FUND

ADDED VALUE OF THE FUND SUMMARY

Results of IOM Development Fund Projects

Sustainable Change in Migration Management

The focus on capacity development enhances institutional capacity, leading to sustainable change in migration management at the government level.

- Key actors are equipped with the necessary strategies, tools and data to be better able to effectively respond to the ever-changing migration context on their own.

Strengthened Partnerships

The involvement of national government actors and their ownership of the project implies their continued engagement with IOM Country Offices all throughout the project cycle.

- This results in strengthened partnerships between IOM and all the various governmental and non-governmental stakeholders involved in the project.
- Institutional relationships between project partners are also established, as certain stakeholders start working together for the first time in coordination mechanisms, such as working groups, established by projects.

Scaling Up

The combination of national ownership, the use of evidence and learning, scalability and replication, innovation and sustainability of the projects all contribute to various dimensions of scaling up.

- Smaller sums of funding over a short duration project give the opportunity for the activities to be scaled up into larger initiatives.

IOM Development Fund Projects 2001-2022, by Region



Strengthened Migration Knowledge

Sharing IOM's expertise in the field of migration and the various resources it owns across thematic areas of migration leads to strengthened migration knowledge across a variety of actors, from the government level to local communities and migrant populations.

- Use of internal expertise, for instance the Global Migration Data Analysis Center (GMDAC), allows for effective data-collection activities and the subsequent production of high-quality migration-related information products, such as Migration Profiles.
- Information products are also used for awareness-raising activities on particular migration issues at the community level. As a result, projects have more possibility and scope for testing new approaches and addressing traditionally-underfunded national priorities, as well as laying the foundation for larger interventions.
- A number of projects work on laying the foundation for larger interventions, for instance by collecting data and developing an evidence-base for policy development.

Recognition and Visibility of IOM

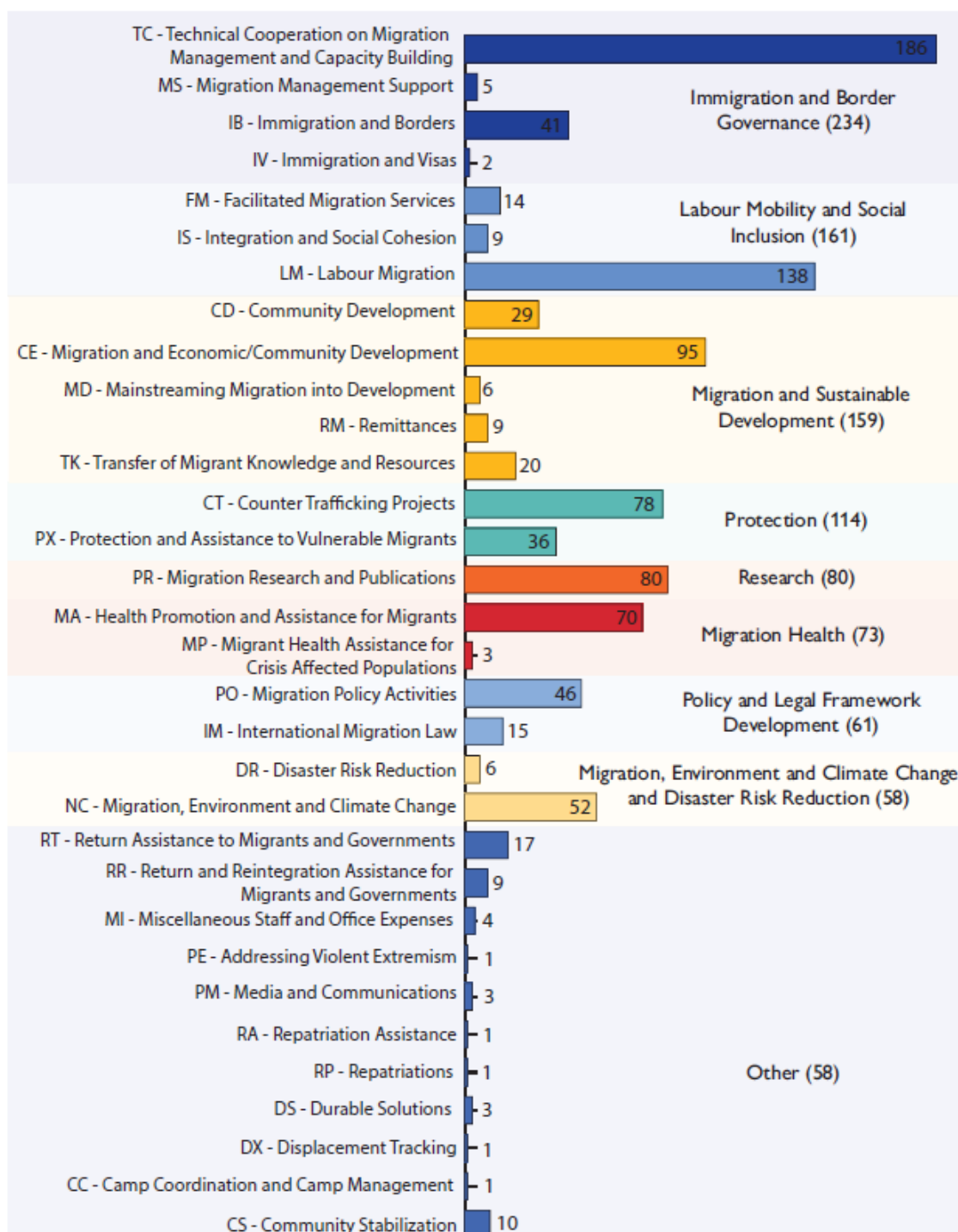
As an IOM funding mechanism, the IOM Development Fund provides direct access to IOM's expertise and thereby promotes the recognition and visibility of IOM as a key actor in the migration arena.

- Successful projects, which government counterparts experience first-hand throughout implementation, strengthen IOM's trusted reputation in national contexts.

Annex V (continued)



ADDED VALUE OF THE FUND PROJECTS BY PROJECT TYPE



Annex VI

REVIEW OF IOM DEVELOPMENT FUND IMMIGRATION AND BORDER GOVERNANCE PROJECTS; DISARMAMENT, DEMOBILIZATION AND REINTEGRATION (DDR) OF FORMER COMBATANTS PROJECTS; AND ADDRESSING VIOLENT EXTREMISM PROJECTS 2019-2022



EXECUTIVE SUMMARY

This review assesses both current and completed IOM Development Fund (i) Immigration and Border projects, (ii) Disarmament, Demobilization and Reintegration (DDR) of Former Combatants projects and (iii) Addressing Violent Extremism projects between 2019 and 2022. It seeks to identify patterns, best practices and innovative methodologies, as well as to share lessons gained from 26 selected projects, to guide current and future projects.

Figure 1: Project Status per Funding Year

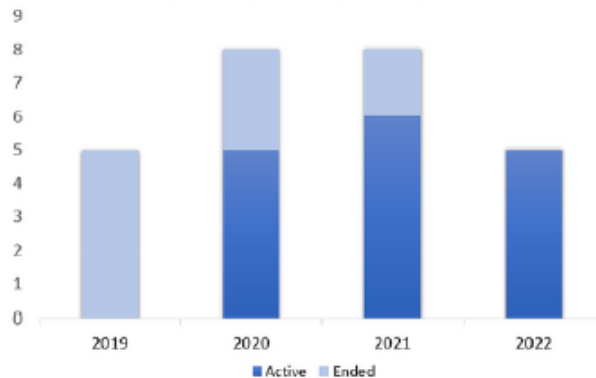
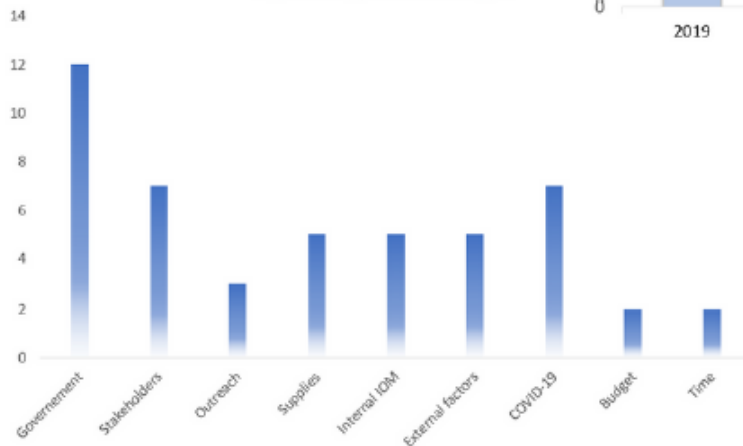


Figure 7: Types of Challenges



LESSONS LEARNED



Effective political and stakeholder engagement strategies: Regular meetings with government representatives, significant stakeholders and local communities are essential to guarantee project adherence to their demands and goals.



Beneficiary-centric strategy: Projects may be more accepted by the recipients by incorporating local communities and beneficiaries in project design through consultation procedures. This encourages the beneficiaries to feel invested and committed, which boosts project success and sustainability.



Incorporation of gender and human rights issues: In line with international objectives to advance social justice and human rights, the empowerment of marginalized groups and the promotion of gender equality contribute to more comprehensive and sustainable development.



Capacity development: It is necessary to have comprehensive capacity development efforts, such as training for local partners, officials and members of the community.



Ongoing communication with stakeholders: Regular updates on the project's advancement, difficulties and successes cultivate accountability and transparency, assuring stakeholders' continuing support and dedication.

KEY FINDINGS

The greatest concentration of projects (50 per cent) is in Africa and smallest concentration in the Middle East (3.8 per cent), which corresponds to the Fund's regional allocation by number of eligible Member States.

Overall, from 2019 to 2022, the IOM Development Fund supported projects with a cumulative budget of USD 7 million.

A Rights-Based Approach was expressly included into project implementation in 14 out of 26 (53.6 per cent) projects, while gender mainstreaming was included into project design in 26 out of 26 (100 per cent) projects.

The most reported challenge was government-related issues, reported in 12 out of 24 projects. This was closely followed by the consequences of the COVID-19 pandemic, reported in seven out of 24 cases.

Annex VI (continued)

RECOMMENDATIONS

INNOVATION

An innovation culture can help projects to seamlessly adapt, improve efficiency and generate transformative effects, generating long-term benefits for both affected communities and larger society.

STAKEHOLDER COORDINATION

Local communities, service providers, governmental entities, global organizations and civil society organizations need efficient coordinating mechanisms that cross conventional borders. Bringing stakeholders from all backgrounds together for training seminars could foster mutual learning and understanding.

ADAPTABILITY

Embracing flexibility and creating effective contingency plans are crucial to ensure sustainability, reduce risks, and assure the ongoing pursuit of broad goals in these endeavours that frequently take place in unstable situations, characterized by diverse sociocultural dynamics and geopolitical environments.

INTEGRATION OF CROSS-CUTTING THEMES

Incorporating environmental standards, fostering disability inclusivity, enhancing youth integration and strengthening measures to prevent sexual harassment are essential measures to improve the sustainability and long-term effects of these projects.

CONFLICT SENSITIVITY

Guaranteeing that project activities do not unwittingly exacerbate existing disputes and instead help to the promotion of peaceful coexistence. Projects should begin with thorough conflict assessments that identify possible triggers and historical dynamics. Regular interactions with local communities enable continual understanding of contextual subtleties, allowing for appropriate revisions to project strategies. The use of feedback mechanisms and monitoring systems enables ongoing evaluation, allowing adaptive responses to changing conflict dynamics.

SUSTAINABILITY

It is essential to include pertinent agencies throughout the implementation process, encouraging a sense of ownership and commitment. Promoting the construction of thorough training handbooks is another effective strategy to continue to help project participants and recipients long after the project is over. Furthermore, adopting a Training of Trainers (ToT) structure for capacity development allows training insights to continue after the project is over, which also increases sustainability.

AN INTEGRATED APPROACH

A holistic strategy that incorporates immigration and border governance, addressing violent extremism, and reintegrating former combatants paves the path for possible synergies between the three. These synergies include:



COLLABORATION AND INTELLIGENCE SHARING

One example may be the creation of secure portals that enable immigration officials, law enforcement agencies, and social service providers to communicate pertinent information. For example, if a former fighter is identified at a particular border, this information may warn workers in reintegration projects, allowing them to reach out and provide personalized support to prevent radicalization.



CAPACITY DEVELOPMENT

Training border officials to recognise potential signs of radicalization during border checks improves the effectiveness of immigration and border governance while contributing to the goals of preventing violent extremism. Similarly, teaching reintegration projects' employees to recognise signs of radicalization increases both the success of reintegration efforts and the prevention of violent extremism.



VOCATIONAL TRAINING AND EMPLOYMENT

Incorporating vocational training and employment possibilities provides individuals with multiple paths to personal and economic advancement while also reinforcing border governance through lawful and monitored labour mobility as well as addressing the socioeconomic elements associated with radicalization.